

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

Réclamation de la restitution du patrimoine togolais spolié par les puissances coloniales :

Le président Faure persiste



Le Moringa oleifera, arbre de vie victime de ses vertus P.6



Terrorisme au Togo : Tête à tête entre gouvernement et partis politiques ce matin à la primature P.4



Foire Togo 2000 : la 17^{ème} édition se tient du 30 novembre au 18 décembre 2022 P.2



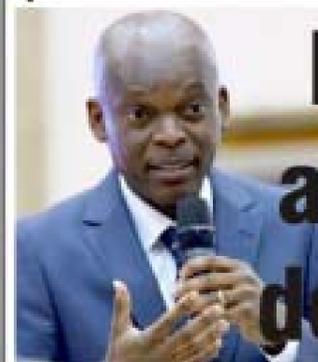
Le ministre du Commerce, Kodjo Adedze lançant la campagne de promotion de la Foire de Lomé

Bavure de Pognoa-Sankoado:
L'innocence de l'armée togolaise reconnue P.4



L'armée burkinabé

Relation entre l'Afrique et ses partenaires du reste du monde :



Lomé appelle au changement des paradigmes P.3

Affaire de 49 militaires ivoiriens au Mali :
Quand la condescendance d'Abidjan fait piétiner les pourparlers P.5



Togocom : Tarik Boudiaf succède à Paulin Alazard

Paulin Alazard, à la tête du groupe Togocom depuis près de trois ans vient de jeter l'éponge. Il aurait remis sa démission depuis la semaine passée et devrait quitter le Togo le 19 août prochain.

Depuis qu'il a pris la direction générale du Groupe Togocom, avec 51% des actions détenu par Axian, l'opérateur de téléphonie mobile n'a pas connu de répit. Il devrait piloter un plan d'investissements de 245 millions d'euros pour transformer l'industrie numérique du Togo.

Sauf que des dysfonctionnements constatés à plusieurs reprises par l'autorité de régulation ARCEP ont coûté deux amendes, la première d'un montant de plus d'un milliard de F Cfa infligée en 2021 à la filiale mobile Togo Cellulaire pour violation de la règle de non différenciation tarifaire inter et intra réseaux, et la seconde portant sur un montant de 2,36 milliards de F Cfa (3,6 millions de dollars) pour indisponibilité de service.

Sont-ce les sanctions

de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) qui ont eu raison de lui ? A-t-il trouvé mieux ailleurs ? Pour l'instant, l'on ignore les raisons officielles de sa démission surprise.

Mais, nous revient-il, il n'est pas le premier à rendre le tablier au sein de la Direction de la boîte. En effet, les indiscretions font état de deux (02) ingénieurs amenés par les Malgaches eux-mêmes au Togo qui ont démissionné il y a quelques mois et sont repartis. On signale une autre démission au sein de la Direction financière. Le Directeur Général Paulin Alazard n'est que la toute dernière d'une série et peut-être que d'autres devraient suivre. Une chose est certaine, Togocom va mal, mais alors très mal. Les difficultés de la boîte, parfois des conséquences de la



Tarik Boudiaf, nouveau DG de Togocom

négligence, lui pètent au nez et se sont illustrées par les sanctions de l'ARCEP pour manquement à ses obligations contractuelles envers les clients et la mauvaise qualité des services. Dans un courrier salé suite à la dernière sanction infligée par le régulateur, les syndicats du personnel (5 en tout) ont dépeint une boîte mal en point et relevé tous ses goulots d'étranglement. Ils déplorent les sanctions successives de l'ARCEP en l'espace de dix-

huit (18) mois, deux (02) notamment écopées le 19 février 2021 et le 24 juin 2022 qui ont coûté environ 3,5 milliards de FCFA à la société. La première, indiquent les organisations syndicales, «était une erreur de la Direction Générale du Groupe ». Mais, rapportent-elles, « le contrat du Directeur Commercial a été renouvelé ». « A ce jour, les travailleurs sont découragés au travail car ils ne constatent aucune initiative sur la stratégie devant

booster les ventes venant du top management », font observer les syndicats, entre autres constats et aveux implacables. Et pourtant le DG Paulin Alazard, dans une note d'information adressé à ses collaborateurs, se réjouit de son bilan. Quel paradoxe ? «C'est un moment triste comme lors de tous les départs mais c'est également un moment pour faire le bilan. En regardant en arrière, je m'aperçois que ces 2 années et demie ont totalement été dédiées à la transformation du groupe avec de grandes réalisations, des progressions techniques et commerciales importantes mais aussi plusieurs challenges », écrit-il. C'est un fier Paulin Alazard qui quitte la barque de Togocom. Concrètement, il met plusieurs réalisations au titre de son bilan.

Selon lui, Togocom est le premier opérateur à avoir lancé la 5G en Afrique de l'ouest en moins d'un an. Toujours sur le plan technique, l'expert des télécommunications se dit fier de l'accessibilité de la fibre optique à de nombreuses personnes à Lomé et dans les principales villes du pays. « Le service Tmoney a connu une croissance fulgurante des volumes de transactions. La relation avec les clients a été totalement repensée et nettement améliorée.

L'homme dans sa note, ne dit pas la cause de sa démission.

Tarik Boudiaf, Directeur commercial de ce groupe, apprenons nous assurera l'intérim en attendant la nomination d'un nouveau Directeur général en remplacement de Paulin Alazard.

Carole A.

Foire Togo 2000 : La 17^{ème} édition se tient du 30 novembre au 18 décembre 2022

Après deux années de pause, la foire internationale de Lomé repart de plus belle et offre aux exposants, l'occasion de rattraper les affaires perdues depuis ces années de suspension. Depuis le début de l'année 2022, à la faveur du recul de la pandémie et la reprise progressive des activités économiques et culturelles, beaucoup se posaient la question de savoir si la foire de Lomé va tenir cette année. Cette interrogation qui méritait d'être posée, trouve sa réponse dans la cérémonie du lancement de la campagne de la 17^e édition de la Foire internationale de Lomé. En effet le ton a été donné le vendredi 29 juillet 2022 par le ministre togolais du commerce Kodjo Adedze au cours d'une conférence de presse au siège du centre togolais des expositions et foires de Lomé Cetef-Lomé en présence d'autres membres du gouvernement et des hommes religieux.



Photo de famille avec le ministre du Commerce Kodjo Adedze à la fin du lancement de la campagne de promotion de 17^{ème} Foire de Lomé

Après deux années de pause pour des raisons liées à la pandémie à Covid-19, la 17^e édition du marché international aura finalement lieu du 30 novembre au 18 décembre 2022. Le thème

retenu est : « la compétitivité des biens et services pour la relance de l'économie en période post Covid-19 ». Plus de 1000 exposants et 300.000 visiteurs sont attendus. Il est prévu l'aménagement de 90 000 m2 en stands.

« La Foire de cette année se tient dans un contexte social économique caractérisé par la hausse généralisée des prix des produits de première nécessité sous la crise sanitaire de Covid-19, de l'extrémisme violent et de la guerre en Ukraine. Ces situations ont porté un coup dur aux activités économiques productives dans le monde et surtout dans nos sous-régions mettant en difficulté nos différentes activités », a indiqué le ministre du commerce Kodjo Adedze.

Pour le ministre, cette 17^e édition de la Foire internationale de Lomé viendra redonner de l'espoir aux entreprises nationales et sous régionales. Il s'agit selon le ministre de donner une bouffée d'oxygène aux entreprises éprouvées par deux années de crise économique mondiale.

«Conscient du tort que l'absence que la foire nous a posé en 2020 et 2021, je peux vous assurer que le gouvernement mettra tout en œuvre pour répondre au mieux à vos attentes », a rassuré le ministre avant d'inviter toutes les entreprises togolaises de tous les secteurs d'activité à venir exposer à la foire internationale de Lomé. Pour le successeur de Kuékou-Banka Johnson ancien directeur général du CETEF, le lancement de la première édi-

tion de la foire Internationale de Lomé post covid19 vise à booster les économies des pays de l'Afrique de l'ouest fragilisées par les menaces de la crise sanitaire du coronavirus. « L'économie togolaise, à l'instar des autres de la sous-région et du monde, a traversé une rude épreuve due à la crise sanitaire liée à la COVID-19 et a besoin d'actions énergétiques pour sa relance », a laissé entendre le Directeur général par intérim du CETEF, M. YAKPEY Comlan. Pour l'édition 2022, une innovation a été apportée à la réservation des stands et des tickets d'entrée. Il s'agit de la digitalisation du processus. Elle permettra de limiter des contacts physiques afin de lutter plus efficacement contre la propagation de la maladie à Covid-19.

Rappelons que, c'est YAKPEY Comlan Nomadoli, le Secrétaire Général du ministère du commerce et de l'industrie et de la consommation locale qui a la lourde charge de relancer la machine économique nationale qu'est la Foire Internationale de Lomé au titre du Directeur Général provisoire du centre togolais des expositions et foires de Lomé (CETEF).

Daniel A.

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
28 BP : 23 Lomé - Togo
Tél: 92 40 38 43/70 35 35 97
Société de Presse : CHRONIQUE DE LA SEMAINE SARL-U

Responsable

Julienne Pawimondom BELEI-ALIZIOU

Directeur de la Publication

Daniel E. ASSOTE
Tél. 92 40 38 43

Rédactrice en Chef

Ampiaba AGHEY-LAWSON

Rédaction

Carole A., Daniel A., Kapo A.

Imprimerie SDR/Tirage : 2000 ex.

Réclamation de la restitution du patrimoine togolais spolié par les puissances coloniales : Le président Faure persiste

La restitution d'œuvres d'art culturels et cutuels spoliés à l'Afrique par les puissances coloniales est une préoccupation des autorités du Togo. Visiblement aucun effort ne sera ménagé par le gouvernement Togo pour le développement et l'épanouissement intégral surtout identitaire du peuple togolais. En dépit des préoccupations d'ordre sécuritaire, socioéconomique et éducationnel, le président Faure Gnassingbé et son gouvernement sont aussi activement engagés pour la restauration de l'histoire culturelle et cutuelle du pays. Ceci via leurs demandes aux puissances occidentales, de restituer les oeuvres d'art cutuels et culturels spoliés au Togo.

Oui au Togo, la question est à l'ordre du jour. Comment récupérer des objets d'art de grande valeur disparus avant l'indépendance et après dans le cadre de trafics bien organisés. En effet, si depuis 1970, la plupart des demandes de retour du patrimoine de l'Afrique ont été confrontées à des réticences, les phrases prononcées par Emmanuel Macron à Ouagadougou (au Burkina Faso), le 28 novembre 2017, à l'occasion d'un grand discours sur les enjeux qui attendent l'Afrique au XXI^e siècle, semblent donner un déclic pour un aboutissement heureux des souhaits du continent noir. « Je veux que d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique », avait déclaré le Président de la République française. C'est ainsi qu'après le processus de restitution réussi de la

République du Bénin en novembre dernier, le Togo qui aussi a des milliers d'objets d'art dans des musées européens ne baisse pas les bras. « Il y a des pièces rares du Togo dans les salles d'exposition et les réserves des musées en Europe, en Amérique, tout comme auprès des collectionneurs privés européens et américains » explique Paa Ani Sanda-Nabede, conservateur du Musée national. « 2.000 objets originaires du Togo se trouvent au musée de Quai Branly à Paris et entre 20.000 et 30.000 au musée de l'université de Berlin », assure le conservateur. C'est donc pour mettre en place les mécanismes adéquats visant au rapatriement de ce patrimoine culturel national que sous l'égide du chef de l'État togolais, la direction de la Recherche et de l'Innovation à l'Université de Lomé, a organisé mardi 2 août 2022 à l'auditorium de la dite universitaire une rencontre de ré-



Table d'honneur lors de la rencontre de réflexion à l'Auditorium de l'Université de Lomé

flexion sur le sujet. Placée sous le thème : « Le retour en Afrique du patrimoine volé par les puissances coloniales, un combat de plus de 50 ans », la conférence a été animée par Prof Bénédicte Savoy, historienne de l'art et modérée par Prof Akodah Ayewouadan. Lors des débats, les intervenants ont unanimement relevé l'importance et l'urgence du retour du patrimoine culturel togolais dans les musées nationaux. « Il y a un changement psychologique dans les opinions publiques et dans certaines institutions en Europe depuis 5 ou 6 ans. Alors que pendant presque 50 ans, ces institutions ont résisté aux demandes des pays africains de récupérer leurs patrimoines », a déclaré Prof Savoy avant d'ajouter : « La restitution du patrimoine de l'Afrique est un enjeu pour l'humanité

et pour la cohabitation de nos différents peuples. Il est important de réparer, de solder et de régler les choses qui ont été négatives et traumatisantes pour repartir sur une nouvelle base ».

Cette conférence universitaire, a en croire ministre Akodah Ayewouadan, est un véritable tremplin des procédures de la restitution mais d'abord de l'inventaire de tous les objets d'art conservés dans tous les musées des colonisateurs. « Avec la bienveillante Bénédicte Savoy, professeure d'histoire d'art à l'université technique de Berlin, nous avons rappelé ce jour combien le retour en Afrique du patrimoine spolié par les puissances coloniales reste un sujet d'intérêt général. Il permet sans doute de dépasser l'amnésie, d'opérer une reconnexion à notre his-

toire pour construire l'avenir. La collaboration entre nos universités balise la voie à l'inventaire de notre patrimoine en attente de restitution, » a-t-il signalé.

Selon Prof Joseph Tsigbé, directeur de l'Innovation et de la Recherche, la conférence vise à susciter le débat sur la question. « Nous avons estimé que le débat était tellement évolué sur la thématique que le Togo ne pourrait pas se mettre en biais. C'est ce qui nous amené à organiser une conférence sur pratiquement la même thématique en mars dernier. Au cours de ladite conférence, il a été convenu que des conférences d'approfondissement s'organisent pour éclairer la lanterne du gouvernement. Et c'est dans cette logique que nous avons invité le Prof Savoy quand nous avons appris qu'elle était au Bénin », a-t-il indiqué.

Notons que l'Afrique noire n'est pas la seule à s'engager dans ce combat. L'Égypte, l'Iran, la Turquie ou encore la Grèce lancent aussi régulièrement des demandes en ce sens. De même pour les États d'Amérique latine qui traquent l'art précolombien dès que certaines pièces sont présentées aux enchères, en Europe ou aux États-Unis.

Daniel A.

Relation entre l'Afrique et ses partenaires du reste du monde :

Lomé appelle au changement des paradigmes

Le Togo depuis quelques années a réorienté sous l'égide du président de la République Faure Essozimna GNASSINGBE sa politique diplomatique. Face aux défis et aux nouvelles exigences de l'heure, le chef de l'État s'est résolument engagé à sortir son pays des partenariats qui n'apportent rien à sa politique de développement. La diversification aujourd'hui des relations entre le Togo et certaines nations qui n'avaient aucun lien diplomatique au paravant avec notre pays témoignage de la nouvelle manière de faire la diplomatie du président togolais. Celle de redéfinir les cahiers de charges partenariales de sorte que les contrats entre le Togo et ses Etats partenaires soient gagnant gagnant.

Cette nouvelle donne de la diplomatie du président togolais tant souhaité par la jeunesse africaine doitveiller les autres dirigeants du continent noir à amboiter le pas au pouvoir de Lomé afin de mettre définitivement fin au pillage de l'Afrique. C'est donc pour inviter les leaders africains à ne plus se laisser bernier par la forte diplomatie des puissances des autres continents qui envahissent les pays africains pour relancer leur économie totalement en lambeaux à cause de la covid19 et de la guerre en Ukraine

que le chef de la diplomatie togolaise appelle à un changement de paradigmes.

Le ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur, Prof. Robert Dussey est résolument pour un changement de paradigme dans les relations entre l'Afrique et ses partenaires occidentaux et du reste du monde.

Dans une tribune publiée par le quotidien genevois « Le Temps », le chef de la diplomatie togolaise a relevé le traitement et le second plan qui est réservé à l'Afri-



Prof Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères

que depuis la nuit des temps par ses partenaires quand il s'agit des questions d'émancipation et de développement.

« Le rôle assigné à l'Afrique depuis le début de la guerre en Ukraine est évocateur de l'image qu'ont encore les grandes puissances de notre continent : leur zone d'influence. L'Afrique n'a pratiquement aucun impact sur l'ordre mondial actuel alors qu'elle subit très

drastiquement les conséquences des perturbations de la société internationale. Elle ne revêt un intérêt aux yeux des grandes puissances que lorsqu'elles se retrouvent en difficulté. Avant de se préoccuper du positionnement de l'Afrique dans le conflit ukrainien, il faut se préoccuper d'abord de la place que l'Afrique occupe sur la scène du monde. Aujourd'hui, l'Afrique n'occupe pas la place

qu'elle devrait tenir sur la scène internationale. Pour preuve, dans toutes les discussions relatives au conflit russo-ukrainien, l'Afrique a été mise à l'écart alors même qu'elle subit de plein fouet les conséquences de cette crise qui affecte gravement la sécurité alimentaire du continent », a relevé le Chef de la Diplomatie togolaise.

Pour de nombreuses grandes puissances, poursuit le ministre togolais, le continent africain n'a pas de rôle à jouer en tant qu'acteur « majeur » au sens kantien du terme sur la scène internationale.

« Elles pensent habiter le même monde alors que le monde a profondément changé », ajoute-t-il. Pour Robert Dussey, il est inadmissible qu'après 77 ans de la création des Nations Unies, l'Afrique n'ait toujours pas une place parmi les membres permanents du

Suite à la page 4

Bavure de Pognoa-Sankoado: L'innocence de l'armée togolaise reconnue

L'armée burkinabè a reconnu la mort de civils lors de frappes aériennes contre des « groupes terroristes » dans l'Est du Burkina Faso. Et pourtant, depuis le début de cette semaine, des messages à tort et à travers, accusant l'armée togolaise d'être les auteurs des ces tueries, sont devenus virales sur la toile.



L'armée burkinabè

«Selon une source locale, l'armée togolaise est soupçonnée d'être à l'origine des tirs d'obus sur le village de Pognoa-Sankoado en terre Burkinabè. Bilan provisoire fait 16 mort en majorité des femmes qui étaient au moulin, il y a des enfants également ». Qui est derrière ces allégations mensongères, qui n'ont d'autres fins que de jeter du discrédit sur cette armée responsable du Togo ? En attendant de trouver les instigateurs de ces informations

infondées sur les forces de défense et de sécurité togolaise, les vrais tueurs des femmes de Pognoa-Sankoado avouent leurs bavures.

«Des actions de ciblage visant des groupes terroristes responsables de plusieurs exactions ont été effectuées dans plusieurs localités (Djamanga, Djabiga, Mandéni, Bounou, Obiagou, Pognoa-Sankoado) de la région de l'Est» lundi, indique l'état-major de l'armée dans un communiqué.

«Au cours de ces opérations qui ont permis de neutraliser plusieurs dizaines de terroristes, les frappes ont malencontreusement causé des victimes collatérales au sein des populations civiles», ajoute-t-il. Les victimes, dont le nombre n'a pas été communiqué par l'état-major, «se trouvaient à proximité d'un repaire terroriste sur l'axe Kompienga-Pognoa» lorsqu'elles «ont malheureusement été mortellement atteintes par des projectiles», souligne le texte.

Des habitants de la région interrogés au téléphone par l'AFP depuis Ouagadougou, ont affirmé qu'une «trentaine de civils», majoritairement des femmes, ont été tués lors des frappes de l'armée. Elles étaient réunies pour l'inauguration d'un moulin d'après une source anonyme.

L'armée burkinabè a ouvert une enquête en vue de situer les responsabilités. Notons que dans la lutte contre le terroriste, les armées de plusieurs pays sont accusées de s'en prendre aux civils. L'exemple de Mourrah au Mali en dit long.

Daniel A.

Terrorisme au Togo : Tête à tête entre gouvernement et partis politiques ce matin à la primature

En l'espace de quelques mois, le Togo a essuyé trois attaques des bandes armées. Ces attaques ont causé la mort d'une trentaine de personnes dans la population civile et 7 dans les rangs des forces de sécurité et de défense.



Ces différentes attaques, ont été condamnées de façon unanime par la population togolaise dans sa diversité. Dans cette optique, des voix se sont élevées pour demander au gouvernement de créer les conditions de solidarité et de mobilisation nationales pour mettre hors d'état de nuire ces groupes armés.

Cet appel est en train d'être entendu. Puisque le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Payadowa BoukpeSSI, vient au nom du gouvernement, d'adresser une invitation aux partis politiques à prendre part, ce jeudi 4 août 2022 à 10h à une réunion au siège du gouvernement à Lomé. Présidée par le Premier ministre Vic-

toire Dogbé, la rencontre portera sur « l'extrémisme violent et les groupes terroristes ».

C'est la première fois depuis que la cheffe du gouvernement a été nommée à la tête du gouvernement rencontre les acteurs politiques. Même si on aurait souhaité que ce soit le Président de la République, Faure Gnassingbé, lui-même qui prenne langue avec les acteurs politiques. Le pays étant en guerre, il faut un geste fort pour rassembler la population derrière son armée.

Qu'à cela ne tienne, il faut saluer la démarche. La contribution de chacun est importante pour vaincre le terrorisme qui nous menace

Ampiaba A.

Relation entre l'Afrique et ses partenaires du reste du monde :

Lomé appelle au changement des paradigmes

Suite de la page 3

Conseil de Sécurité depuis occupé par les cinq puissances mondiales à savoir la Chine, les Etats-Unis, la Russie, la France et le Royaume Uni. « Bien que le projet d'intégration africaine soit toujours en chantier, un consensus s'était depuis dégagé entre les Etats africains au niveau de l'Union africaine sur la nécessité pour le continent d'obtenir deux places de représentants permanents au sein du Conseil de sécurité, en plus des deux places de membres non-permanents réservées aux Etats africains. Malgré ce consensus général des quasi 54 Etats membres, les réticences des membres du « P5 » à voir l'Afrique occuper cette place ne font aucun

doute. La voix de l'Afrique ne semble malheureusement pas être entendue, car certains ne veulent tout simplement pas que l'Afrique soit un continent fort », a écrit le chef de la diplomatie togolaise. Pour lui, les grandes puissances veulent « réduire » l'Afrique à une entité purement instrumentale au service de leurs causes et ne veulent visiblement pas que le continent puisse jouer un rôle important, voire un des rôles principaux dans le monde. Ils s'efforcent le plus souvent à amener les Africains à adhérer à leur « narratif » et, in fine, les Africains servent utilement à soutenir un camp contre un autre. Quand il s'agit de voter une résolution au Conseil de Sécurité, nous sommes activement sollicités d'un côté

comme de l'autre.

L'Afrique est alors très courtisée, voire même mise sous pression par certains de ses pays partenaires, dénonce le professeur Robert Dussey, tout en rappelant que le monde s'est décentré pour devenir multipolaire. « Pour paraphraser Blaise Pascal, le monde est devenu un tout dont le centre est à la fois partout et nulle part. Et l'Afrique ne peut et ne veut plus être les wagons d'une seule et même locomotive. Beaucoup de pays africains ne se sentent plus aujourd'hui trop liés au sens d'embrigadement par l'histoire coloniale et se montrent très enthousiastes à travailler avec de nouveaux partenaires », a-t-il indiqué.

Le ministre togolais souhaite vivement un chan-

gement de mentalité et de comportement chez les partenaires de l'Afrique qui d'après lui, viennent chacun, sans exception, en Afrique, avec des agendas avant tout dictés par leurs propres intérêts. « Pour l'Occident tout comme pour l'Est, je ne crois pas que les mots « partenariat » ou « alliés » soient toujours bien compris, quand il s'agit de l'Afrique. L'Afrique n'a pas certes les mêmes mégaphones comme les grandes puissances du monde, mais la voix de l'Afrique compte et doit compter si l'on veut avoir l'Afrique comme partenaire sur les grands sujets internationaux », a-t-il écrit. Prof. Robert Dussey estime dans sa tribune que l'Afrique doit prendre son destin en main pour peser désormais sur la scène mondiale. « L'Afrique

veut coopérer avec ses alliés sur la base de ses intérêts bien compris.

Pour ce faire, nos partenaires doivent se défaire des imaginaires qui sont en grande partie forgés aux XIXe et XXe siècles et qui sont en dissonance manifeste avec le XXIe siècle, siècle où les défis nationaux ou régionaux ont des implications globales et les défis mondiaux des déclinaisons et ramifications régionales, nationales, voire locales. Les répercussions et les perturbations économiques actuelles à l'échelle internationale, résultats directs du retour de la guerre en Europe, constituent une belle illustration », a écrit Prof. Robert Dussey.

Essobiou A.

L'adhésion du Togo au commonwealth vue par Prof. Pascal Kossivi ADJAMAGBO

Depuis le 25 juin dernier, le Togo est devenu officiellement membres du Commonwealth. Cette adhésion a suscité beaucoup de joie au sein de la population mais aussi des réflexions sur les opportunités que cela pourrait apporter au Togo dans différents domaines. Pour le président National du Mouvement du Peuple pour la Liberté (MLP-ABLODEVIWO), l'adhésion du Togo au Commonwealth qui coïncide avec la 138^{ème} anniversaire du « Togoland » n'est pas un hasard. Mais plutôt une ouverture à la concrétisation du rêve de la réunification du Togo allemand.



Prof Pascal Kossivi ADJAMAGBO

5 juillet 1884 – 5 juillet 2022 : il y a 138 ans, jour pour jour, « naissait » le Togo moderne sous le nom allemand « Togoland ». Dans cet article, l'universitaire togolais Prof Pascal Kossivi Adjmagbo revient sur l'histoire de la réunification du Togo allemand. 138^{ème} anniversaire de la naissance du Togo allemand : le rêve de la réunification du Togo allemand à la lumière de l'adhésion du Togo au Commonwealth

Professeur Pascal Kossivi ADJAMAGBO, Président National du Mouvement du Peuple pour la Liberté (MLP-ABLODEVIWO)

5 juillet 2022

5 juillet 1884 – 5 juillet 2022 : il y a 138 ans, jour pour jour, « naissait » le Togo moderne sous le nom allemand « Togoland », qui devait devenir quelques années après « la colonie modèle » (« Münster Kolonie »), aspirant lors de l'indépendance du « Togo français » à devenir « l'or de l'humanité », avec la signature du traité de protectorat entre l'empereur de la Prusse, Guillaume II et le roi de Togoville, Mlapa III, représentés respectivement par le commissaire impérial, Dr Gustav Nachtigal, médecin de formation, et le représentant du roi Mlapa III, Plakou. Togoland

Le « Togoland » fut le premier « protectorat » prusse en Afrique, suivi du Kameroun, où Nachtigal signa un traité de commerce et de protectorat le 13 juillet 1884, avant d'y dresser le drapeau prusse le 14 juillet 1884. Après le Kameroun, ce fut le tour de la Namibie avec laquelle Nachtigal signa

un traité de protection en octobre 1884.

Le protectorat Allemand sur le Togoland, le « Kameroun » et la Namibie fût reconnu par les autres puissances coloniales européennes au fameux Congrès de Berlin qui s'est tenu du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Dès la fin de ce congrès, à partir de mars 1885, la Prusse étendit son protectorat au Rwanda-Burundi et au Tanganyika.

Quant à Nachtigal, tombé malade au « Kameroun » et rapatrié à bord du navire « Möwe » (La Mouette) mis à sa disposition par l'Empire Prusse en tant que commissaire impérial, il y décéda au large du Libéria le 20 avril 1885. Après avoir été enterré au Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, son corps fût déplacé à Douala au Kameroun en 1887 où il est toujours inhumé.

Après la défaite de la Prusse qui établit son protectorat sur le « Togoland » de 1884 à 1914, dès sa création en 1919 conformément au « traité de Versailles », la SDN hérita de la responsabilité entière du « Togoland » jusqu'à sa dissolution en 1946, avant de transférer cette responsabilité à l'ONU créé en 1946. Dès que la SDN hérita de cette responsabilité du « Togoland », elle créa envers ses populations un premier contentieux en aggravant leur division administrative et politique, donc en appliquant de manière plus perverse que la colonisation allemande le « principe fondateur du Congrès de Berlin » : « diviser pour régner ». En effet, le « Togoland », d'une superficie approximative de 90 000 km carrés, fut divisé par la

SDN en deux parties inégales, les 2 tiers pour la partie orientale, et un tiers pour la partie occidentale. La partie orientale fut officiellement confiée en 1922 à la France comme « territoire de la SDN sous la tutelle de type B », pour devenir le « Togo Français », et la partie occidentale fut officiellement confiée en 1922 au Royaume Uni comme « territoire de la SDN sous la tutelle de type B », pour devenir le « Togo Britannique ».

Le second contentieux créé par la SDN au « Togo Français » est son laxisme envers le « mandataire » français en ce qui concerne le respect de son « cahier de charge » qui lui interdit formellement de traiter le « Togo Français » comme une ses multiples « Colonies Françaises d'Afrique (CFA) ». Or, c'est ce que fit la France en fusionnant de 1934 à 1936 les administrations coloniales du « Togo français » et de sa colonie le Dahomey. La France alla même plus loin dans la violation de son mandat sur le « Togo Français » en cherchant à intégrer ce dernier à « l'Afrique Occidentale Française ». Cette tentative fut dénoncée à la SDN par l'Allemagne sous son nouveau chancelier Adolf Hitler et par le « Deutsch-Togo Bund ». Le troisième et le plus grave contentieux créé par la SDN-ONU au « Togoland » est son laxisme dans la supervision du referendum du 9 mai 1956 sur l'avenir du « Togo Britannique » et son application non démocratique des résultats du referendum. En effet, le Premier Ministre de Gold-Coast, Kwame Nkrumah, qui voulait tout faire pour annexer le « Togo Britannique » au Gold Coast malgré l'opposition farouche des ewé du « Togo Britannique » recouru à des fraudes massives en complicité avec des chefs traditionnels du nord du « Togo Britannique », dans l'indifférence de l'ONU chargé de la supervision du referendum, pour contrebalancer le vote presque unanime des populations du sud du « Togo Britannique » contre cette annexion. Le sud et le centre du Togo britannique votèrent à 55,5% contre l'annexion du Togo britannique par le Gold Coast, tandis qu'au prix de fraudes massives, le nord du Togo britannique vota à 79,45% pour cette annexion. Globalement, 58% des votants se sont prononcés pour cette annexion, et 42 % se sont prononcés contre. C'est ainsi que contre leur gré et leur vote majoritaire, le sud et le centre du Togo britannique furent annexés par le Gold

Suite à la page 6

Affaire de 49 militaires ivoiriens au Mali : Quand la condescendance d'Abidjan fait piétiner les pourparlers

Le président togolais désigné unanimement par la Côte d'Ivoire et le Mali, médiateur dans le cadre de l'affaire de 49 militaires ivoiriens interpellés le 10 juillet à leur arrivée à l'aéroport de Bamako, a reçu à Lomé le 28 juillet dernier les délégations des deux pays frères. Ceci dans l'optique de vite trouver une issue pacifique à la situation. Malgré cet engagement salutaire du président Faure Gnassingbé, les positions tranchées du pouvoir de Bamako et celui d'Abidjan risquent de retarder la réconciliation entre Ivoiriens et Maliens.



Assimi Goita

Alassane Ouattara

Téné Birahima Ouattara, ministre d'État, chargé de la Défense et Fidèle Sarassoro, directeur de cabinet du président Alassane Ouattara, faisaient partie de la délégation ivoirienne.

Côté malien, la présence de Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères a été fortement remarquée. Pour prendre un premier pouls, le président Faure Gnassingbé, médiateur, a reçu séparément les envoyés des deux pays.

Devant le falcitateur togolais, le gouvernement malien a posé des conditions préalables pour libérer les 49 militaires ivoiriens interpellés à leur arrivée à l'aéroport de Bamako. Ces conditions, selon des sources diplomatiques maliennes, sont au nombre de trois. En effet, Bamako, dans un premier temps, demande à ce que la Côte d'Ivoire reconnaisse sa responsabilité et exprime des regrets suite au déploiement de militaires au Mali « sans cadre légal, sans notification et concertation préalable avec les autorités maliennes ». Deuxième condition posée par le Mali : que le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire s'engage à œuvrer pour ramener la paix et la concorde entre les deux pays en lui rendant « des ressortissants maliens », vivant en Côte d'Ivoire, ou simplement de passage, recherchés par la justice malienne. Ce n'est pas tout, le Mali réclame à ce que le pays de Alassane Ouattara « s'engage au respect de la souveraineté du Mali et des règles et procédures établies pour l'envoi de forces militaires en territoire malien ».

A en croire Bamako « la prise en compte de ces demandes devrait ouvrir la voie à un règlement pacifique et politique du problème tenant compte des relations séculaires de solidarité, de fraternité, d'amitié, de respect mutuel et de bon voisinage qui unissent les peuples ivoiriens et maliens ». Malheureusement le gouvernement ivoirien n'entend pas les choses de cette oreille. Elle a affiché face à cette démarche malienne un refus catégorique.

En effet sur le premier point, la Côte d'Ivoire a répondu « non ». Et sur le deuxième point, Abidjan a évoqué la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire. Selon RFI, cette première rencontre a pris fin en queue de poisson sans aucun communiqué final.

« La médiation a tourné court. Pourtant prévu, il n'y a finalement même pas eu de communiqué final sanctionnant la fin de la rencontre. Selon un témoin, les Ivoiriens ont quitté Lomé furieux », indique Rfi. Cependant, cette situation morose et inquiétante, ne décourage et n'affaiblit guère l'expérimenté Faure Gnassingbé dans la résolution des crises diplomatiques, à trouver d'autres passerelles pour rapprocher les deux blocs. Mais il est vivement souhaité que la Côte d'Ivoire en toute responsabilité et humilité accepte au moins une exigence de Bamako notamment la présentation des excuses officielles pour faciliter la tâche à la médiation. Va-t-elle s'exécuter ? Les jours à venir nous édifieront d'avantage.

Daniel A.

L'adhésion du Togo au commonwealth vu par Prof. Pascal Kossivi ADJAMAGBO

Suite de la page 5

Coast pour former avec le nord du Togo britannique le Ghana qui proclama son indépendance le 6 mars 1957. Conscient de sa faute et de son injustice vis-à-vis du « Togoland », l'ONU en tint compte pour éviter de répéter cette faute et cette injustice vis-à-vis du Cameroun lors du referendum du 11 février 1961, à l'issue duquel le sud et le centre du Cameroun britannique fut annexé par le Cameroun français et le nord par le Nigeria.

Conformément à l'adage français qui dit que « celui qui a commis une faute et qui ne la répare pas en commet une autre », l'ONU a le devoir moral de corriger sa faute historique dans la gestion du Togo allemand dont elle avait la responsabilité. Cette réparation s'impose d'abord en considération de la gestion des résultats du referendum au Cameroun britannique. Cette réparation s'impose ensuite en considération de la réunification de l'Allemagne de l'ouest et de l'Allemagne de l'est, officialisée le 3 octobre 1990, après 45 ans de séparation depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est pourquoi le Père de l'indépendance du Togo français, Sylvanus Olympio, dont un des chevaux de bataille politique, avec ses compagnons de combat au sein du mouvement « all ewe conference » et du CUT (Comité l'Unité Togolaise) était la question de la réunification du Togo allemand, déclara le soir du jour fatidique du 9 mai 1956 : « Nous ne pouvons plus parler maintenant d'unification entre le Togo oriental et le Togo occidental, puisque ce dernier a été intégré, dans les conditions que nous avons contestées, au nouvel état du Ghana... Je pense que les relations des deux pays (le Togo et le Ghana) pourraient trouver une solution dans le contexte d'une fédération de l'Ouest africain » (d'après Ginette Kponton, le décolonisation au Togo (1940-1960), thèse de doctorat, 1977, p.349). 138 ans après la naissance du Togo moderne sous le nom de Togoland, 66 ans après l'injustice du referendum controversé et contesté au Togo britannique pour lequel l'ONU, la puissance de tutelle du Togo britannique et le Père de l'indépendance du Ghana portent de lourdes responsabilités juridiques et morales devant l'histoire, l'adhésion officielle le 24 juin 2022 de l'ancien



Togo français au Commonwealth rapproche ainsi de manière providentielle et prémonitrice les togolais de l'ancien Togo français des togolais de l'ancien Togo britannique, tout en rapprochant l'ancien Togoland de l'ancien Gold Coast et de l'ancienne puissance de tutelle de l'ancien Togo britannique, et en faisant de la question de la réunification du Togo allemand une question interne et urgente du Commonwealth.

Conformément à la déclaration prémonitrice du Père de l'indépendance du Togo de l'est le 9 mai 1956, pour que l'indépendance du Togo de l'est devienne « complète », pour que « Ablode » devienne enfin « Ablode Gbadja », le temps est arrivé pour tous les togolais de l'est et de l'ouest d'enfourcher le cheval de bataille du Père de l'indépendance concernant tous les togolais sans exception ni exclusion, de dénoncer l'injustice et le scandale de leur division administrative et politique, et surtout de ré-enchanter le rêve de la réunification du Grand Togo, le Togo allemand, sur le modèle de la

réunification de la Grande Allemagne, avec l'espoir de son soutien politique, en tant que « puissance protectrice » du Togoland, et l'espoir de la coopération de l'ONU, des puissances de tutelle du Togo français, du Togo britannique et de pays frère du Ghana, avant la réalisation du rêve d'une « fédération de l'Ouest Africain » si chère au Père de l'indépendance togolaise, en prélude au rêve d'une « fédération des Etats-Unis d'Afrique » si chère à tous les pères du « panafricanisme », en particulier à Sylvanus Olympio, Kwame Nkrumah, Marcus Garvey, Cheikh Anta Diop.

Le grand génie littéraire allemand Wolfgang von Goethe a écrit dans Maximes et réflexions : « Quoi que tu rêves d'entreprendre, commence le. L'audace a du génie, de la puissance, de la magie ». Puisse-t-il en être ainsi du rêve de la réunification de tous les togolais de l'est et de l'ouest, en ce jour de grâce du 138ème anniversaire de la naissance du Togo moderne !!!

CS

Chaque jeudi dans les kiosques

Astuces

Le Moringa oleifera, arbre de vie victime de ses vertus

Le Moringa (*Moringa oleifera*) ou arbre à raifort, à cause de la saveur de ses racines, est très répandu dans les pays subtropicaux et plus particulièrement en Inde. Il ne se trouve pas dans les conditions nécessaires pour pousser en Occident, mais cela n'empêche pas de lui reconnaître et d'utiliser ses vertus médicinales, nutritionnelles et cosmétiques.



L'arbre de vie ou l'arbre aux miracles

Sous les tropiques, le Moringa est un petit arbre (10 m maximum) au feuillage caduc, résistant bien à la sécheresse, dont la croissance est rapide. Ce sont ses gousses et ses feuilles tripennées qui sont principalement utilisées, bien que les graines et l'écorce ne soient pas en reste. La malnutrition, souvent un fléau dans les pays pauvres, peut être atténuée grâce à la culture locale du Moringa qui permet de remédier à l'anémie et aux carences nutritives particulièrement redoutables pour les nourrissons et les femmes qui allaitent. La purification de l'eau serait un autre atout du Moringa dont les graines contiennent un produit actif qui filtre par floculation l'eau et la rend potable. Ces deux aspects expliquent pourquoi on l'appelle arbre de vie !

Les vertus médicinales du Moringa Les feuilles de Moringa sont riches en vitamines A, C, E et B. Une forte teneur en calcium et en potassium est à noter ainsi qu'en magnésium, manganèse, sélénium, fer. Elles contiennent également des bons acides gras et les 8 acides aminés dits essentiels (isoleucine, leucine, lysine, méthionine, phénylalanine, thréonine, tryptophane, valine). Elles sont, par contre, pauvres en phosphore et lipides. Attention cependant à leur teneur en oxalate, oxydant naturel contenu notamment dans les épinards.

vertus médicinales du Moringa oleifera, arbre de vie

Les feuilles de moringa vont aider les personnes carencées ou fatiguées à retrouver une énergie importante qui pourrait rivaliser avec celle fournie par les sucres lents. Les feuilles de moringa ont aussi des propriétés antitumorales, anti-inflammatoires et antibactériennes mais elles auraient également des propriétés neuroprotectrices visant à améliorer le fonctionnement du cerveau, au niveau de la mémoire et des fonctions cognitives en cas de maladie d'Alzheimer.

La richesse en acides gras du Moringa se trouve dans les graines : acide oléique (oméga 9), acide palmitoléique (oméga 7). Ces acides gras agissent de façon préventive contre les maladies cardiovasculaires, en faisant grimper le bon cholestérol et baisser le mauvais, en évitant le syndrome métabolique conduisant à l'obésité. Ils ont aussi une action de diminution du glucose sanguin, particulièrement intéressant pour les personnes à tendance diabétique. En médecine ayurvédique, le Moringa est bien connu depuis des siècles

pour les vertus antiseptiques de sa sève en usage externe, de son écorce bouillie contre les calculs rénaux mais aussi de sa racine, riche en polyphénols, contre le paludisme, l'asthme ou les douleurs articulaires.

La spéculation du marché international sur le Moringa oleifera Le Moringa oleifera se présente essentiellement en poudre et en gélules vendues en magasin diététique et magasins bio, dans un emballage à l'abri de l'air et de la lumière.

Attention cependant à l'engouement que connaît cette plante dite « miracle » vue comme un « alicament » : des spéculateurs tentent d'en faire de la culture intensive, notamment en Tunisie, pour pouvoir exporter la plante transformée et conditionnée pour la vendre à prix d'or aux « bobos » occidentaux en saccageant la terre et en détournant l'eau !

N'oublions pas qu'il s'agit d'une plante qui permet une culture vivrière nutritive dans des pays pauvres, alors si vous l'achetez veillez à ce que le produit soit estampillé commerce équitable et surtout 100 % naturel ou 100% pure poudre, sans additifs ni produits chimiques quelconques.

La plante dans la cuisine

Moringa oleifera, arbre de vie, en cuisine

Toutes les parties du Moringa se consomment (fruits, graines, feuilles, fleurs, racines), mais de façons différentes selon les pays et les régions. Currys, sautés, plat de légumes, soupes, sauces, beignets, assaisonnements, condiments, omelettes, salades, huiles, boissons... Le Moringa et ses vertus cosmétiques

L'huile extraite des graines de Moringa a de remarquables vertus hydratantes et réparatrices, utiles pour accélérer la cicatrisation de la peau et pour ralentir le vieillissement de la peau et l'apparition de rides. L'industrie cosmétique s'intéresse de près à ses propriétés permettant d'éviter la sécheresse des muqueuses.

L'utilisation des plantes pour se soigner doit se faire en demandant préalablement conseil à un médecin, pharmacien ou herboriste. Les femmes enceintes, les personnes atteintes de maladies chroniques et graves ou prenant des médicaments, doivent consulter un médecin avant de faire de l'automédication pouvant entraîner des effets indésirables, notamment des interactions médicamenteuses.

Le monde

Jeux de la Solidarité Islamique: Neuf athlètes vont défendre les couleurs du Togo

En terre turque, aux Jeux de la Solidarité Islamique à Konya, du 9 au 18 août 2022, les couleurs togolaises seront défendues par neuf athlètes concourant dans trois disciplines.

A la cinquième édition de cette compétition, les couleurs nationales flotteront. Et elles seront portées par des athlètes au nombre de neuf (09) dont quatre femmes.

En effet, ce rendez-vous international sportif, constitue « une grande opportunité pour nos athlètes de se confronter à d'autres, afin de jauger de leur état de forme réelle dans le cadre des préparatifs des prochains Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 qui vont clôturer l'olympiade 2021-2024 », indique le Comité national olympique du Togo (CNO-Togo).

En tennis de table, les pongistes togolais ont pour nom Atarou ASSOU, numéro 1 du classement national ces trois dernières années et médaillé de bronze aux championnats d'Afrique de

2018. Il n'est pas le seul. Il y a également Mawussi Komi AGBETOGLO (M) : Médaillé de bronze aux championnats d'Afrique par équipe de 2018 et 2019.

Dans le tableau de l'athlétisme, figurent : Akouvi Judith KOUMEDJINA, médaillée d'argent au 100m et de bronze au 200m aux récents championnats nationaux d'athlétisme du Bénin ; Médard Kossi NAYO, médaillé d'or aux récents championnats nationaux d'athlétisme du Bénin ; Maheza ANAMING, très attendue et plusieurs fois médaillée lors des compétitions sportives majeures ; Fayza ISSAKA ABDOUKERIM, médaillée d'or aux récents championnats nationaux d'athlétisme du Bénin ; Naomi Akossiwa Elise AKAKPO, récente participation aux championnats du monde d'athlétisme à Eugène



(USA).

Dans la catégorie de para athlétisme : Le Togo sera défendu par Ayao Sévérin KANSA et Tési Dieu Donné LAWSON.

Selon le président du Comité National Olympique du Togo (CNO-TOGO), M. Deladem Akpaki, à Konya, ces athlètes ont pour objectif d'aller le plus loin que possible dans la compétition.

« Les athlètes que nous engageons pour les jeux de Konya sont en bonne forme. Ils nous séduisent par leurs performances au quotidien et nous prouvent chaque jour que nous pouvons valablement compter sur eux. Nous mettons toutes les chances de notre côté pour des résultats meilleurs », a-t-il déclaré.

Il faut souligner que le Togo avait pris part à la quatrième édition de ces jeux à

Bakou, en Azerbaïdjan, du 12 au 22 mai 2017, avec huit (08) athlètes dont six (06) hommes et deux (02) femmes qui avaient défendu les couleurs nationales dans cinq (05) disciplines sportives, à savoir l'athlétisme, le judo, le tennis de table, le lancer en fauteuil roulant et le zurkanek, un sport traditionnel azerbaïdjan.

Pour rappel, les jeux de la Solidarité Islamique sont la propriété de la Fédération Sportive de la Solidarité Islamique (FSSI) créée en 1981 par les pays membres de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI).

Equipe sportive

Remerciements & Annonces

TOGBUI DOM GAMETI WEDJI VII, Chef canton de Kuma

Les notables et la chefferie de Kuma-Bala

Le curé de la paroisse Saint Joseph l'artisan de Kuma-Bala

M. PESSEWU Yawo Kpomégbé Jean, Technicien Adjoint d'Agriculture à la retraite sa femme et leurs enfants à Atakpamé, Notse, Sotouboua, Lomé et au Canada

M. ABRENI Koffi, ses frères et sœur et leurs enfants

M. YOVO Komla Sixtus Ingénieur à TOGOCOM ses frères et sœurs et leurs enfants

M. KINVI Têko Magloire journaliste rédacteur en chef à l'hebdomadaire Flambeau des démocrates

Les familles parentes alliées et amies, profondément touchées par vos nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de leur très chère et regrettée :



PESSEWU Paulina Adjoa Novigbe
Cultivatrice à Kuma-Bala endormie dans le Seigneur au Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio de Lomé dans sa 78^{ème} année.

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

PROGRAMME
VENDREDI 5 AOUT 2022
20 H 00 : Veillée messe à la paroisse Saint Joseph l'artisan de Kuma-Bala
SAMEDI 06 AOUT 2022
09H00 : Messe d'enterrement suivie d'inhumation au cimetière catholique de Kuma-Bala
DIMANCHE 07 AOUT 2022
07H00 : Messe d'action de grâce à la paroisse Saint Joseph l'artisan de Kuma-Bala.

Maison mortuaire : Maison PESSEWU à Kuma-Bala.

Inde : Droupadi Murmu, première* présidente d'origine tribale, investie

La première présidente d'origine tribale, Droupadi Murmu, a été investie, lundi, en Inde, succédant à Ram Nath Kovind, deuxième président issu de la communauté dalit, appelée autrefois «les intouchables». «Son accession à la présidence est un moment décisif pour l'Inde, en particulier pour les pauvres, les marginalisés et les opprimés», a affirmé le Premier ministre.

Son rôle est amplement protocolaire et pourtant son investiture est hautement symbolique. La nouvelle présidente de l'Inde, Droupadi Murmu, a été investie dans ses fonctions lundi 25 juillet, devenant la première cheffe de l'État d'origine tribale du pays. La semaine dernière, la candidate désignée par le Bharatiya Janata (BJP), parti nationaliste hindou du Premier ministre, Narendra Modi, a été élue à la présidence par le Parlement, avec 64 % des suffrages des députés et des assemblées des États de l'Inde.

Droupadi Murmu, membre de la tribu indienne Santhal, s'était recueillie, peu avant son investiture, au mémorial dédié au héros de l'indépendance de l'Inde, Mahatma Gandhi, à New Delhi. Née dans le district de Mayurbhanj, dans l'État d'Odisha (ouest), la présidente élue a commencé sa carrière comme institutrice avant de se lancer en politique.

«Mon cheminement dans la vie a commencé dans un petit village tribal», a déclaré



Droupadi Murmu, âgée de 64 ans, après avoir prêté serment devant le Parlement.

«Dans le milieu où j'ai grandi, bénéficiaire d'une simple éducation élémentaire s'apparentait pour moi à un rêve», a-t-elle poursuivi, «mais malgré maints obstacles, ma détermination est restée farouche et je suis devenue la première fille de mon village à entrer à l'université.»

«Un moment décisif pour l'Inde»

Droupadi Murmu est la deuxième présidente du pays après Pratibha Patil, qui avait occupé le poste cinq années durant à partir de 2007. Elle succède à Ram Nath Kovind, deuxième président issu de la communauté dalit, appelée autrefois «les intouchables», au plus bas du système de castes hindoues.

La victoire de Droupadi Murmu était attendue, compte tenu du poids du BJP, ses alliés au Parlement et dans les assemblées d'État, qui élisent le chef d'État indien.

Avec AFP

En mémoire de notre très cher & regretté



N'yozi-Ngu Antoine KODOM
Ingénieur Agronome à la SOTOCO en retraite, endormi dans le Seigneur le 22 juin 2022 dans sa 78^{ème} année.

PROGRAMME DES OBSEQUES

Mercredi 10 août 2022
18h30 à 20h : Veillée de prières et de chants en l'Eglise Saint Esprit de TOTSI - LOMÉ

Vendredi 12 août 2022
18 h30 à 20h : Veillée de prières et de chants en l'Eglise Catholique Sacré Cœur de YADÉ

Samedi 13 août 2022
5h à 8h : Exposition du corps dans la maison mortuaire, maison KODOM non loin du lycée YADÉ SODÉ (Route du centre émetteur)
9h 00 : Messe d'enterrement en la même église suivie de l'inhumation au cimetière familial à YADÉ SODÉ

Dimanche 14 août 2022
7h00 : Messe d'action de grâce en l'Eglise Catholique Sacré Cœur de YADÉ

Les salutations seront reçues sur le parvis de l'Eglise

Toutes les cérémonies se dérouleront dans le strict respect des mesures barrières anti COVID -19

La Route du développement passe par le développement de la route.

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps d'arrêt au péage.

Ceci est un message de la SAFER.

Route nationale n°1 (Agoè Cacaveli) Lomé-Togo 08BP:8646 Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

DOUANES AEROPORT

EXIGEZ LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
CONTRE TOUT PAIEMENT

POUR TOUT ACTE DE CORRUPTION APPELEZ LE NUMÉRO VERT : **8280**



La douane se rend disponible aux voyageurs pour toute information et renseignement relative à ses services. En vue de lutter efficacement contre la corruption, l'OTR a mis un numéro vert, 8280, à la disposition des voyageurs pour dénoncer tout acte de corruption.

Web : www.otr.tg
Email : dodacp@otr.tg / otr@otr.tg
Tél : (douane aéroport) : +228 22 26 01 47